



Onzième séance (spéciale)

Vendredi 10 juin 2005, 15 heures

Présidence de M. Alsalim

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE
M. OLUSEGUN OBASANJO, PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DU NIGÉRIA**

Original arabe: Le PRÉSIDENT

C'est un grand honneur pour moi de déclarer ouverte cette onzième séance spéciale de la 93^e session de la Conférence. Au nom de la Conférence internationale du Travail, je souhaite la bienvenue à Son Excellence M. Olusegun Obasanjo, Président de la République fédérale du Nigéria.

Pour présenter cet illustre invité, c'est le Secrétaire général de la Conférence, M. Juan Somavia, qui prendra la parole.

Original anglais: Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CONFÉRENCE

Monsieur le Président, c'est un privilège et un honneur à la fois de vous souhaiter la bienvenue à cette assemblée internationale où est réuni le monde du travail. Nous accueillons ici le Président du pays le plus peuplé d'Afrique, le Président de l'Union africaine, le Président également du Comité des Chefs d'Etat et des Gouvernements du NEPAD.

(Applaudissements.)

Nous accueillons ici une voix qui s'est toujours exprimée en faveur de la libération, de la justice sociale, de l'unité et de la paix. Mais nous accueillons surtout un ami – un ami des valeurs sur lesquelles se fonde notre Organisation.

Je voudrais rappeler à cet égard qu'en 1979 le Président Obasanjo est entré dans l'histoire en conduisant la transition vers un régime démocratique et civil. Voilà qui sort de l'ordinaire dans la vie internationale. Il est revenu travailler ses terres, mais il n'a pas seulement travaillé la terre, il a aussi établi des liens très forts avec la société civile et il a créé le Forum des responsables africains, qui est à l'origine du renouveau de l'Afrique. Ces graines ont germé, des dirigeants modernes sont apparus et la démocratie a été renforcée.

Monsieur le Président, vous avez également connu les hauts et les bas des démocraties balbutiantes quand vous avez été jeté en prison en tant que prisonnier politique. Vous avez donné au monde une leçon de courage et de dignité à la fois. Vous êtes sorti de cette épreuve plus fort, et tout esprit de revanche vous est étranger. J'ai eu l'honneur de travailler avec vous dans le domaine des questions internationales, et il a été particulièrement important pour moi de participer à ce mou-

vement de solidarité mondiale, qui exigeait votre libération. Vingt ans après avoir quitté le pouvoir, vous êtes revenu, mais cette fois en tant que chef démocratiquement élu de ce grand pays.

Au fil des ans, vous êtes devenu une personnalité internationale de premier plan, appelant l'attention du monde sur les défis redoutables auxquels il est confronté. Vous avez publié de nombreux ouvrages et avez siégé dans nombre de commissions et autres instances qui oeuvrent pour la paix et le développement. Mais vous êtes toujours à la recherche de solutions politiques à caractère pratique. Vous recherchez des solutions africaines aux problèmes africains et vous avez travaillé sur le terrain. Vous rapprochez les dirigeants, vous résolvez les conflits, vous cherchez toujours à trouver la voie qui mène à la paix.

Vous avez également joué un rôle moteur dans ce qui est la revendication des gens ordinaires, non seulement en Afrique, mais dans le monde entier, à savoir la recherche d'un travail décent. Au Sommet de Copenhague+5, en 2000, vous avez affirmé que le chômage est à l'origine de la quasi-totalité des problèmes sociaux que l'humanité doit affronter aujourd'hui. On ne peut établir un lien plus fort avec les questions dont s'occupe l'OIT.

Vous avez été l'an dernier le moteur du Sommet extraordinaire de Ouagadougou sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté. À Ouagadougou, nous avons pu constater, avec la présence des partenaires sociaux, combien était vivant le tripartisme en Afrique. Au Nigéria, vous avez mis en place une stratégie de développement économique (NEEDS), plan d'action pour la création d'emplois et le développement durable.

Vous avez insisté sur le rôle essentiel des femmes africaines dans le développement et vous avez nommé des femmes à des positions importantes dans votre gouvernement. L'une de vos premières actions, en tant que Président de l'Union africaine, a été d'adopter les recommandations de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation.

Avec vos idées, votre énergie et votre exemple, vous placez la logique de développement sur un autre terrain. Il ne s'agit plus seulement de croissance, mais d'une croissance qui garantit en même temps le travail décent. Merci de la voix que vous avez fait entendre et de votre rôle de premier plan.

Trop souvent, quand on regarde vers l'Afrique, on retient ce qui est négatif. Le dirigeant que nous voyons ici aujourd'hui incarne un autre esprit, celui

qui nous montre combien nous pouvons apprendre de l'Afrique et de ses valeurs: solidarité, soutien, don, partage, créativité, courage – telles sont les valeurs que l'Afrique montre au monde et que notre invité apporte à cette Conférence.

C'est un honneur de vous accueillir, Monsieur le Président, ainsi que de bénéficier de votre expérience et de votre sagesse et de trouver l'inspiration dans la vision qui est la vôtre, celle d'une Afrique sûre d'elle-même qui contribue à façonner un monde meilleur.

(Applaudissements.)

Original anglais: M. OLUSEGUN OBASANJO (Président de la République fédérale du Nigéria)

Permettez-moi, en premier lieu, de remercier Monsieur le Directeur général de ses paroles de bienvenue qui me vont droit au cœur et qui me placent dans une situation difficile en quelque sorte car tout ce que vous avez dit pointe dans une même direction et cette direction est celle du service à l'humanité qu'il faut encore développer et enrichir,

Je suis particulièrement heureux d'être parmi vous aujourd'hui pour m'exprimer devant cette 93^e session de la Conférence internationale du Travail. En effet, c'est pour moi l'occasion de reconnaître la contribution si précieuse de l'Organisation internationale du Travail au progrès mondial et à la mise en place d'un ordre mondial nouveau, plus juste, plus humain, plus stable.

Je voudrais encore une fois exprimer toute ma gratitude au Directeur général qui, grâce à ses qualités de dirigeant, a su donner à l'OIT une ligne d'action ambitieuse, et qui m'a convié aujourd'hui à m'exprimer devant cette éminente assemblée.

L'année 2005 est une année extrêmement importante pour le débat sur les questions de développement. Les chefs d'Etat et de gouvernement du monde entier vont en effet se retrouver à New York au mois de septembre pour effectuer une évaluation globale des progrès réalisés vers la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement, cinq années après leur adoption.

Parallèlement, la Commission pour l'Afrique, créée à l'initiative de M. Tony Blair, Premier ministre britannique, a publié son rapport sur les mesures à prendre pour lutter contre la pauvreté en Afrique. Je pense que M. Blair soumettra les conclusions de la commission à la discussion de la Réunion du G8, qui se déroulera le mois prochain en Ecosse.

Autre événement non moins significatif, les dirigeants des pays en développement vont se réunir la semaine prochaine à Doha pour le deuxième Sommet du Sud qui se déroulera cinq ans après leur première réunion à la Havane, réunion dont j'ai eu l'honneur d'être élu président.

D'aucuns, tout naturellement, réagissent à ces diverses initiatives avec un certain scepticisme car ils ont vu déjà bien des assemblées et des conférences de ce genre par le passé. Ils ont peut-être raison. J'ai l'impression, néanmoins, que ces diverses initiatives sont utiles car elles permettent que les enjeux du développement restent à l'ordre du jour de la communauté internationale. En outre, ces discours vont au-delà des simples symptômes et des généralités. Ils traitent bel et bien de questions structurelles fondamentales en plus des questions d'ordre politique et institutionnel. Comment pourrait-il en aller autrement à l'heure où un grand nombre de pays africains, désireux de mettre en place une croissance

durable et de participer activement à la vie économique de la planète, continuent de se heurter à plusieurs difficultés majeures et liées entre elles?

Parmi ces difficultés fondamentales, il faut citer l'éradication de la faim, de la maladie, de la lutte contre la pauvreté, les réformes politiques et économiques nécessaires pour parvenir à la stabilité, à la prévisibilité et à la prospérité ainsi qu'à la façon de bénéficier de la mondialisation, et j'entends par là, des bénéfices et des bienfaits équitables de la mondialisation.

Le Secrétaire général de l'ONU a récemment publié un rapport intitulé «Dans une liberté plus grande», qui reconnaît clairement le retard des pays d'Afrique par rapport à d'autres régions en développement en ce qui concerne la réalisation des Objectifs du Millénaire. Si les tendances actuelles se poursuivent, nous dit-on, l'objectif consistant à réduire de moitié la pauvreté dans l'Afrique subsaharienne ne pourra pas être atteint avant l'année 2150. Je doute que nous soyons nombreux à être encore en vie à ce moment-là.

Voilà un scénario qui ne peut que nous préoccuper. Je tiens cependant à préciser que ce n'est pas faute d'efforts que nous en sommes arrivés là car, comme l'a d'ailleurs fait remarquer le Directeur général du BIT, ce n'est pas la bonne volonté ni la détermination qui manquent en Afrique mais les occasions favorables.

N'oublions pas, par ailleurs, que les Objectifs du Millénaire pour le développement ne sont qu'une partie d'un programme de développement plus vaste. C'est la raison pour laquelle de nombreux pays africains, et le Nigéria est du nombre, mettent en œuvre des réformes ambitieuses mais hautement souhaitables. S'agissant des réformes en Afrique, je tiens à souligner qu'elles se mènent parallèlement sur les plans politique et économique. Nous sommes bien conscients du fait que ces deux lignes d'action sont étroitement liées, mais surtout nous sommes conscients de l'importance de la paix et de la stabilité, de la bonne gestion des affaires publiques, des réformes institutionnelles et d'une direction avisée pour consolider, approfondir et pérenniser les bénéfices des réformes. De fait, nombre de pays africains entreprennent des mesures tout à fait remarquables pour réformer leurs économies ainsi que leurs institutions politiques et sociales. Au cours des quinze dernières années, plusieurs pays d'Afrique ont réussi à opérer la transition d'un régime militaire, d'un régime dans lequel le pouvoir était aux mains d'un parti unique vers des démocraties pluri-partites et vers des gouvernements responsables qui rendent compte de leurs actes. Ce qu'il importe de relever, c'est que ces changements appréciables se déroulent dans le cadre de programmes de réformes économiques qui, bien souvent, impliquent des ajustements coûteux et difficiles et qui retentissent également ont aussi un impact sur la stabilité politique et sociale.

Un grand nombre d'Etats africains se trouvent donc devant la tâche très difficile d'orienter les réformes de manière à éradiquer la pauvreté de manière significative. Nous comprenons désormais, en Afrique, que la création d'emplois décents et productifs est une façon positive et attrayante d'atteindre les objectifs que nous visons. C'est bien cela qui a incité les chefs d'Etat et de gouvernements africains à organiser un Sommet extraordinaire sur l'emploi et sur la lutte contre la pauvreté en Afrique en septembre 2004. Nous avons recon-

nu, à cette occasion, que la création d'emplois n'avait pas toujours été considérée comme un des grands objectifs de développement, et nous sommes convenus de placer la création d'emplois au cœur de nos politiques économiques et sociales à tous les échelons. Je voudrais ajouter que cette question de l'emploi a maintenant pris toute la place qu'elle mérite sur le plan politique. Nous avons, qui plus est, décidé que des initiatives relatives à création d'emplois et à la lutte contre la pauvreté devraient être incluses parmi les indicateurs du mécanisme africain d'évaluation par des pairs de l'initiative du NEPAD, le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

Chacun comprend que les emplois que nous essayons de créer doivent être des emplois dignes et gratifiants si nous souhaitons qu'ils aient les effets désirés. C'est ici que l'Agenda pour le travail décent de l'Organisation internationale du Travail prend tout son sens. C'est en étant pleinement conscients de cette réalité que les dirigeants de l'Union africaine ont entendu et appuyé l'appel lancé par la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation pour faire du travail décent un objectif mondial.

Je tiens à saisir cette occasion pour exprimer ma gratitude la plus sincère aux membres de la commission qui ont accompli un travail tout à fait remarquable. Issus d'horizons très divers, ils ont su montrer, à travers ce rapport, que le dialogue était un outil extrêmement efficace pour concilier des points de vues et des intérêts divergents. Les deux Coprésidents, le président M'Kapa, de la République-Unie de Tanzanie, et la présidente Halonen, de la Finlande, méritent également notre gratitude toute particulière pour avoir su si bien orienter les travaux de la Commission sur la dimension raciale de la mondialisation.

Comme le rapport de la Commission mondiale nous le rappelle, tous les échelons des gouvernements, du plan local jusqu'à l'échelon international, sont essentiels pour le développement. Le thème principal du rapport de la commission est que même les initiatives nationales les plus pertinentes dépendent de l'environnement international, dont les contours sont principalement tracés par la mondialisation.

La phase actuelle de la mondialisation a ceci de remarquable qu'elle permet à ceux qui sont en mesure de tirer parti des possibilités qu'elle offre de recueillir des avantages considérables dans les domaines du commerce, de la finance, de l'investissement et des techniques. Mais on ne saurait nier que très nombreux sont ceux qui ont été exclus de ce processus, qui n'ont pas accès à ces avantages, qu'il y a plus d'un milliard de personnes sur la planète qui ont toujours du mal à satisfaire leurs besoins humains de base, que plus de 20 000 personnes meurent chaque jour de la pauvreté. La lutte contre la pauvreté est, par conséquent, le défi le plus important que nous ayons à relever aujourd'hui.

Je l'ai dit, les nations d'Afrique se sont engagées à faire figurer la création d'emplois et la promotion des entreprises dans leur politique d'éradication de la pauvreté. Elles n'ont guère le choix. Le chômage des jeunes reste un défi majeur et, si nous ne nous attaquons pas à ce problème de façon radicale, tous nos objectifs de développement risquent d'être compromis. L'Union africaine, par l'intermédiaire du NEPAD, a relevé ce défi en mettant l'accent sur le

renforcement des compétences, sur l'agriculture, sur le renforcement du secteur privé, sur le développement des petites et moyennes entreprises et sur le recyclage et la formation pour créer des emplois pour les jeunes chômeurs et pour les adultes sous-employés.

Mais il est évident que nous ne parviendrons pas à atteindre ces objectifs par nos propres moyens et que la réussite dépend, dans une large mesure, des flux d'investissement, du commerce, des migrations internationales, de l'intégration croissante des systèmes de production internationaux et de la mise en place de partenariats productifs. Nos efforts dépendent donc encore beaucoup de l'environnement international, mais nous avons, en ce qui nous concerne, mis en œuvre des réformes socio-économiques, politiques et institutionnelles très ambitieuses ayant pour objet de permettre à notre continent de s'orienter vers la paix, vers la croissance, vers le développement et vers la démocratie. Nous sommes aujourd'hui mieux placés pour engager des relations commerciales avec les autres pays. Nous avons mis en place les mesures d'incitation et les politiques nécessaires. Les pays africains ont tout fait pour attirer les investissements étrangers directs et parfois ont obtenu des réussites inattendues dans ce domaine.

Néanmoins, les politiques mondiales et la simplification de nombreux processus technologiques peuvent facilement faire échouer ces efforts. Pire encore, les préjugés, la désinformation et le refus de reconnaître les changements en cours en Afrique continuent à décourager les investissements sur le continent, sauf dans quelques pays. Le recul des investissements se traduit par des fermetures d'usines et des suppressions d'emplois causées, dans certains pays d'Afrique, par l'expiration de l'Accord multifibres, conformément à l'Accord de l'OMC sur les textiles et l'habillement. À l'évidence, ce type de situation ne correspond pas à nos attentes dans le cadre du programme pour un travail décent.

L'augmentation rapide des migrations internationales est un autre aspect de la mondialisation qui renforce notre volonté de faire du travail décent un objectif planétaire. Certes, les migrations contribuent au développement par le biais des rapatriements de fonds des migrants et des compétences que ceux-ci acquièrent, mais elles ne vont pas sans problèmes, il faut le reconnaître. Ainsi, les travailleurs migrants sont en butte à la discrimination, leurs droits fondamentaux ne sont pas respectés et ils exercent en général des activités difficiles, dangereuses et déshumanisantes, qui sont loin de correspondre à la définition du travail décent. Certes, l'exode des cerveaux et de la force de travail présente certains avantages, comme les envois de fonds, mais il prive l'économie nationale de compétences, de citoyens responsables, de travailleurs expérimentés et de l'impulsion nécessaire pour stimuler le développement. On a parfois tendance à exagérer l'importance des rapatriements de fonds et à ne pas voir le trou béant que creuse cet exode dans notre programme de développement.

Un autre aspect extrêmement préoccupant de l'intensification des migrations internationales pour beaucoup de pays africains parmi lesquels mon propre pays, le Nigéria, c'est le problème de la traite des êtres humains et du travail des enfants. Ce sont là encore des conséquences sociales de la mondialisation, que certains n'hésitent pas à qualifier

d'équivalent moderne du commerce des esclaves. On ne saurait trouver de justification culturelle au travail des enfants, surtout là où des enfants, qui devraient être à l'école et profiter pleinement de leur enfance, sont assujettis à des travaux inhumains. Le Nigéria a adopté une loi sur les droits de l'enfant pour protéger les enfants contre toutes les formes de mauvais traitements. Nous remercions l'OIT pour l'appui qu'elle a apporté au Nigéria et à l'Afrique dans ce domaine, par le truchement du Programme international pour l'abolition du travail des enfants. Je voudrais à ce propos féliciter l'OIT d'avoir instituer la Journée mondiale contre le travail des enfants que vous célébrez aujourd'hui et qui, je crois, tombe dimanche. Je voudrais saisir cette occasion pour dire aux enfants du monde entier, mais en particulier aux enfants des pays en développement, que pour une organisation telle que l'OIT la décision de consacrer une journée à leur bien-être et à leur avenir est admirable. Je suis heureux de signaler que le Nigéria a ratifié toutes les conventions concernant le travail des enfants. Protéger nos enfants est la meilleure manière de jeter des bases durables pour la paix et le développement. Les différents obstacles à la réalisation de l'objectif du travail décent, que je viens d'énumérer, se manifestent également dans le domaine du commerce, notamment en raison d'une libéralisation trop rapide ou peu opportune qui a entraîné dans plusieurs pays des suppressions d'emplois, la perte de certaines richesses, la désindustrialisation et l'instabilité politique. Et, pour aggraver la situation, les règles commerciales en vigueur, notamment celles qui s'appliquent à l'agriculture et les mesures non tarifaires, sont injustes, déséquilibrées et contraires à l'intérêt général des pays en développement.

Le huitième Objectif du Millénaire comporte un appel similaire puisqu'il vise la mise en place d'un système commercial et financier fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire. J'espère par conséquent que la sixième réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, qui se tiendra à Hong-kong en décembre 2005, orientera le cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha vers un résultat positif pour le développement.

Le huitième Objectif du Millénaire comporte également un volet sur le règlement, à l'échelle internationale, du problème de la dette des pays en développement. J'ai déjà eu l'occasion de le dire à maintes reprises: un développement durable authentique dans ces pays exige une réduction importante de l'endettement et l'annulation de la dette.

J'aimerais dire les choses clairement: il y a en Afrique de nombreux pays qui, après l'annulation totale de leur dette, auront toujours besoin d'une aide pour leur permettre de s'engager dans la voie d'un développement durable.

Le surendettement compromet directement la paix et la stabilité le développement et le progrès. Ne nous y trompons pas: quels que soient nos efforts, nous ne pouvons pas courir lorsque nos mains et nos pieds sont liés ensemble. Nous voulons très sincèrement entreprendre des réformes, nous voulons trouver des voies nouvelles vers la croissance et le développement, mais sans allègement de la dette, tout cela est impossible.

L'allègement de la dette permettrait de libérer des ressources vitales pour le développement, mais il n'apportera pas le minimum de ressources financières nécessaires pour accélérer le progrès vers la

alisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. J'appelle instamment nos partenaires à établir des calendriers précis pour l'accroissement de leur aide publique au développement afin d'atteindre l'objectif de 0,7 pour cent du PIB. Je les appelle à envisager sérieusement les diverses propositions novatrices qui ont été formulées pour accroître le montant de ressources à consacrer au développement. Maintes promesses ont été faites sur ce point, la dernière en date étant celle du rapport de la Commission britannique pour l'Afrique, qui recommande l'annulation totale de la dette pour les pays à faible revenu du continent, est la dernière de ces propositions. Aujourd'hui, ce qu'il faut, c'est la volonté politique pour passer de la parole à l'acte. Il n'y a rien d'autre à recommander. Il n'y a rien d'autre à étudier. Il n'est pas nécessaire de continuer à organiser des colloques ou des séminaires.

Outre des règles mondiales plus équitables, outre une mondialisation qui aille davantage dans le sens de l'intégration, il est impératif de donner aux pays en développement l'espace politique qui leur permettra d'arrêter leurs propres priorités et leurs stratégies nationales de développement. J'ajouterai ceci, sans mâcher mes mots: lorsque l'on évoque la mondialisation, je dis: oui, certes, la mondialisation peut avoir du bon, mais nous souhaitons savoir quel est son contenu, quelle est sa structure. Nous avons déjà été mondialisés, nous, en Afrique. Inutile donc de nous donner des leçons sur la mondialisation. Si nous n'avions pas été mondialisés, nous n'aurions pas des frères et des sœurs sur le continent américain et dans les Caraïbes. Ce que j'entends par là, c'est qu'il faut assortir toutes ces mesures d'une cohérence politique et je pense particulièrement aux politiques qui sont formulées dans des instances internationales telles que l'OIT, la Banque mondiale, le FMI, l'OMS, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'UNESCO. Les politiques macroéconomiques doivent tenir compte des autres mesures de lutte contre la pauvreté, y compris en matière d'investissement public, pour une croissance plus équilibrée et pour placer la création d'emplois au cœur des priorités en matière de développement. Une mondialisation qui libère les mouvements de capitaux sans libérer les personnes est une mondialisation bancale. Les défis auxquels nous sommes confrontés sont considérables; saisons nous montrer à la hauteur de la tâche.

Les diverses initiatives prises cette année font partie du processus, mais nous devons honorer nos engagements internationaux et mettre en œuvre des politiques concertées pour que ces efforts portent leurs fruits. Je ne doute pas que l'OIT, forte de son histoire et de l'influence que lui confèrent ses mandats tripartites, continuera à apporter une contribution majeure au développement social et économique, par la formulation de normes internationales du travail et par la mise en œuvre de son programme sur le travail décent, y compris la justice sociale mondiale.

J'exhorte donc les gouvernements à jouer leur rôle en veillant à ce que l'OIT dispose des ressources nécessaires pour mener à bien les programmes et les activités que nous lui avons demandé de réaliser. Il serait aussi souhaitable que le Sommet du Millénaire+5 suive l'exemple de l'Union africaine et envisage sérieusement de faire du travail décent un objectif mondial.

Avant de conclure, je voudrais dire quelques mots d'un sujet grave, celui du VIH/SIDA. L'OIT a ac-

compli un travail remarquable dans ce domaine si difficile de la lutte contre le fléau du VIH/SIDA et de la sensibilisation au danger de cette maladie. La forte prévalence du VIH/SIDA dans les pays d'Afrique a eu pour effet d'alourdir considérablement la charge de morbidité de ces pays. Je suis persuadé que la communauté internationale doit redoubler d'efforts sur tous les fronts pour combattre cette épidémie qui, si elle n'est pas éradiquée, risque de défaire le tissu social et de compromettre la stabilité politique, sociale et économique.

Je voudrais conclure en vous assurant que nous sommes en train de construire ensemble une Afrique nouvelle, attachée à la pratique démocratique, au dialogue, à l'intégration, à la tolérance, à la transparence, aux droits de l'homme, à l'égalité des sexes et à la justice sociale. N'oublions pas d'où nous venons. Ce qui compte réellement c'est que nous fassions un pas, et même plus qu'un seul pas, dans la bonne direction. Les préjugés sur ce qui s'est fait naguère en Afrique ne nous aideront pas. Nous devons savoir que l'Afrique change. L'Afrique a accepté cette idée que le changement est impératif.

Nous savons que la lutte sera difficile mais nous ne sommes pas découragés car notre volonté, notre unité, notre but sont inébranlables. Je vous appelle et j'appelle tous nos partenaires de développement à se joindre à nous dans cette marche vers une nouvelle Afrique, une Afrique pacifique, démocratique, stable et prospère.

Convenons tous ensemble qu'il y a aujourd'hui du nouveau, de bonnes choses qui viennent d'Afrique. Nous devons consolider, approfondir, élargir, soutenir les progrès qui sont actuellement réalisés sur le continent. Nous ne pouvons que nous en féliciter et les faire connaître.

(Applaudissements.)

Original arabe: Le PRÉSIDENT

Au nom de la Conférence internationale du Travail, je tiens à vous remercier sincèrement, Monsieur le Président, d'être avec nous aujourd'hui.

Dans votre précieuse intervention, vous nous avez présenté une foule de grandes questions qui sont débattues actuellement en Afrique et qui sont importantes pour toutes les nations du monde.

Il ressort très clairement de votre intervention que vous disposez d'une vaste expérience dans votre propre pays, le Nigéria, qui a rencontré de très grandes difficultés.

Vous êtes parvenu, Excellence, à guider votre pays, de par ses passages difficiles, pour l'amener à bon port, vers des rivages pacifiques. Le Nigéria, privé de liberté, était en proie à la violence. Vous êtes parvenu à sauver votre pays du problème de la dette qui l'a épuisé pendant de longues années. Nous saluons l'importance que vous accordez à la démocratie, aux élections libres et à la liberté d'expression non seulement en tant que pays d'Afrique, mais à l'échelle mondiale également. Le monde arabe a grandement bénéficié de votre sagesse. Les valeurs dont vous nous avez parlé, Excellence, sont les valeurs que cette Organisation cherche à sauvegarder, alors qu'elle met tout en œuvre pour confirmer l'importance de ces valeurs partout dans le monde.

Excellence, je tiens à vous remercier en mon nom propre et au nom du Directeur général du Bureau international du Travail, ainsi qu'au nom de nos frères et sœurs qui participent aux travaux de cette Conférence. Nous vous souhaitons plein succès dans vos efforts pour sauver votre pays et pour sauver toute l'Afrique.

Je déclare cette onzième séance close.

(La séance est levée à 15 h 45.)

TABLE DES MATIÈRES

Page

Onzième séance (spéciale)

Allocution de Son Excellence M. Olusegun Obasanjo, Président de la République fédérale du Nigéria.....	1
--	---

Orateurs: Le Président, le Secrétaire général, M. Olusegun Obasanjo